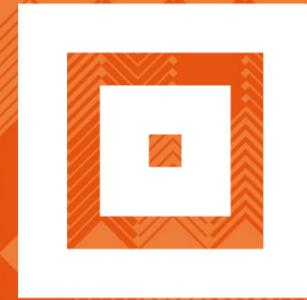


# Le capital-investissement en Bretagne et dans les Pays-de-la-Loire

Nantes – Lundi 16 juin 2025



**NANTES**



# Chiffres clés

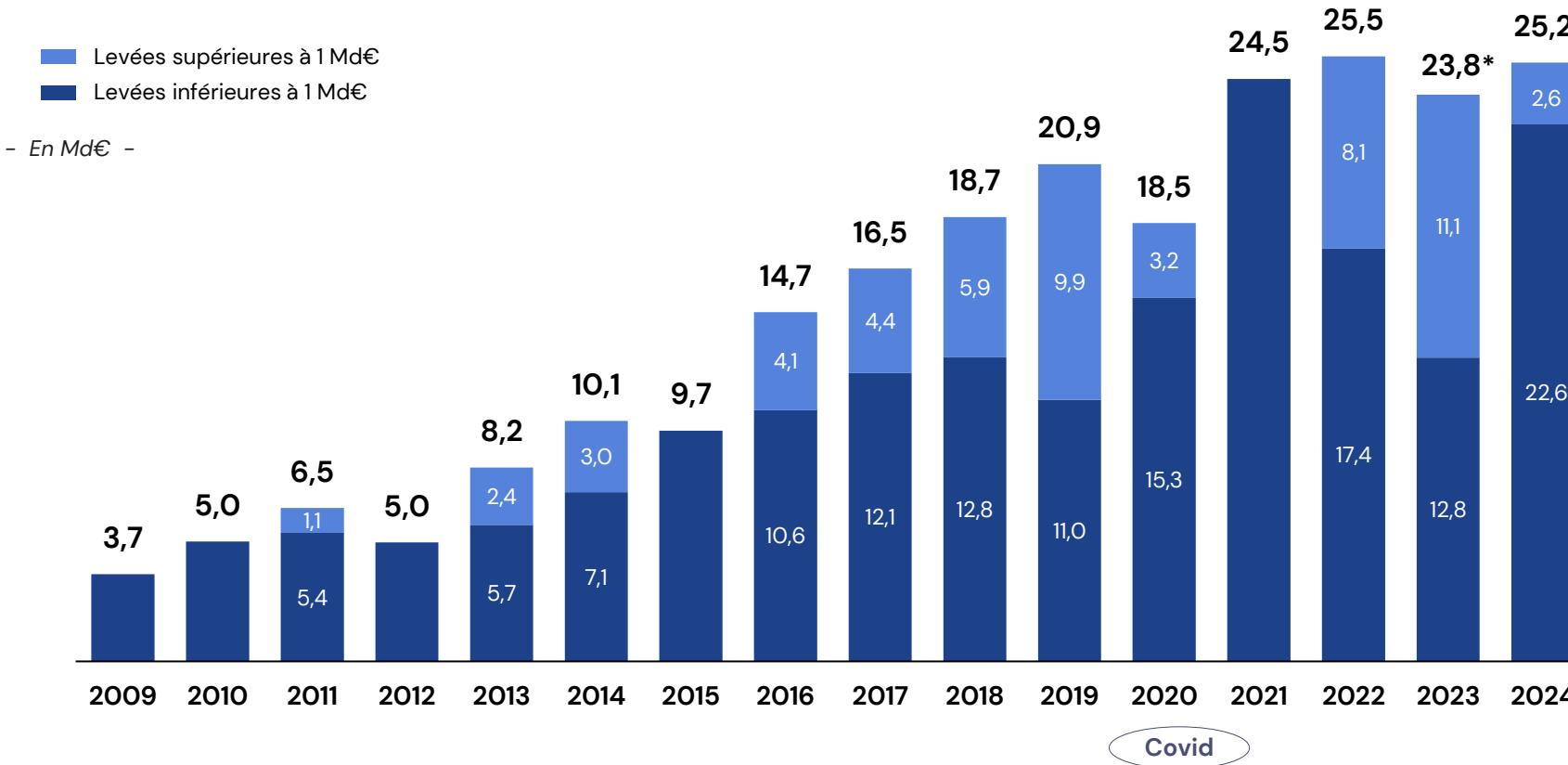
---

du capital-investissement  
français



# Evolution des levées de capitaux par année

Dans un contexte économique toujours compliqué, les levées de capitaux progressent.



En 2024, 7 fonds de continuation sont comptabilisés pour un montant levé de 1,6 Md€

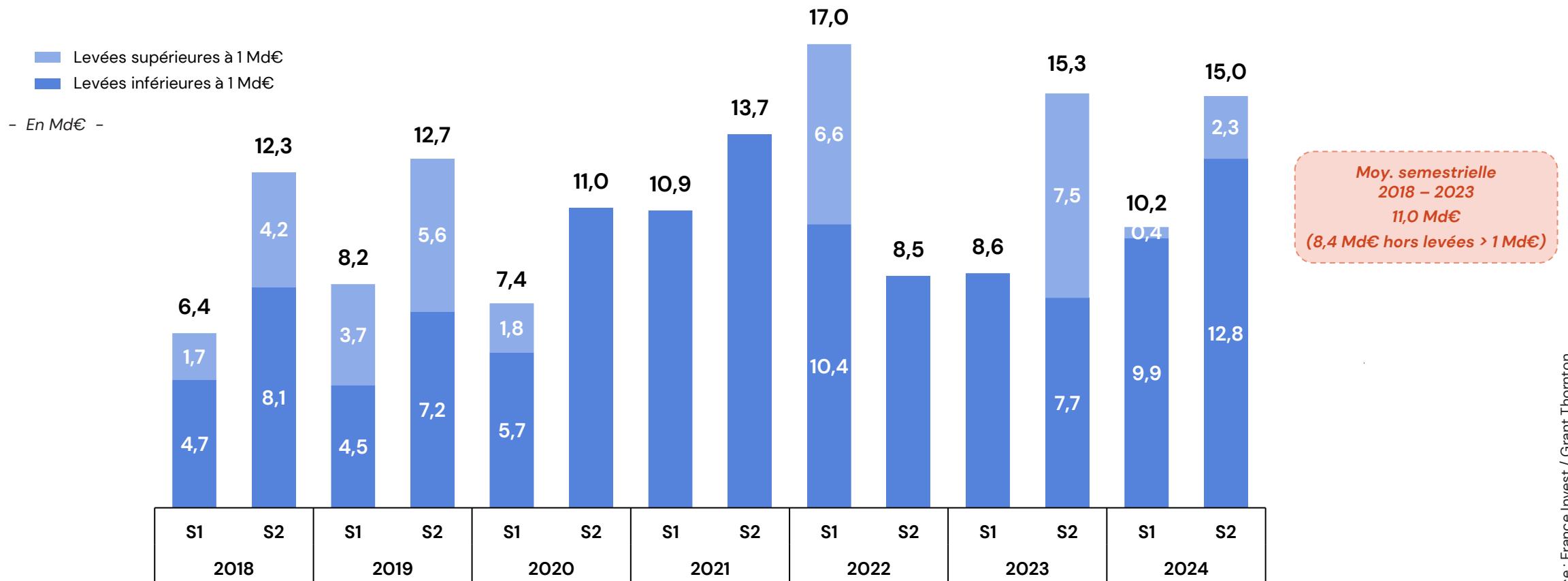
Les levées correspondent aux montants levés par un véhicule pendant l'année ou le semestre.

Le montant des levées de 2023 est différent du chiffre publié en mars 2024 du fait du rajout d'une levée de taille importante qui n'avait pas été communiquée au semestre précédent



# Evolution des levées de capitaux par semestre

À l'instar des années passées (sauf en 2022), le second semestre a été plus actif que le premier en 2024



Les levées correspondent aux montants levés par un véhicule pendant l'année.

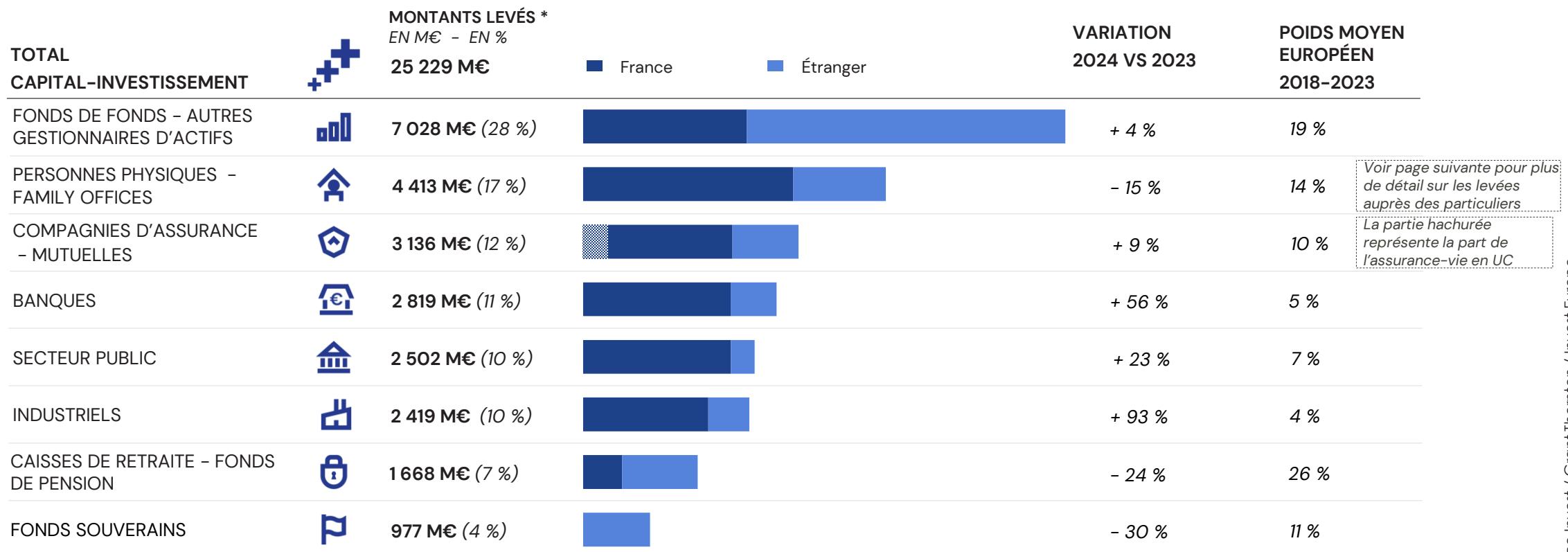
Le montant des levées du 2<sup>e</sup> semestre 2023 est différent du chiffre publié en mars 2024 du fait du rajout d'une levée de taille importante qui n'avait pas été communiquée au semestre précédent



# Répartition des levées par souscripteurs



Les engagements des investisseurs institutionnels reprennent en 2024, signe de la confiance renouvelée à la classe d'actif. Bien que les allocations des personnes physiques et les *family offices* enregistrent un recul de 15 %, ils restent toutefois la 2<sup>e</sup> catégorie de souscripteurs et concentrent 17 % des engagements.



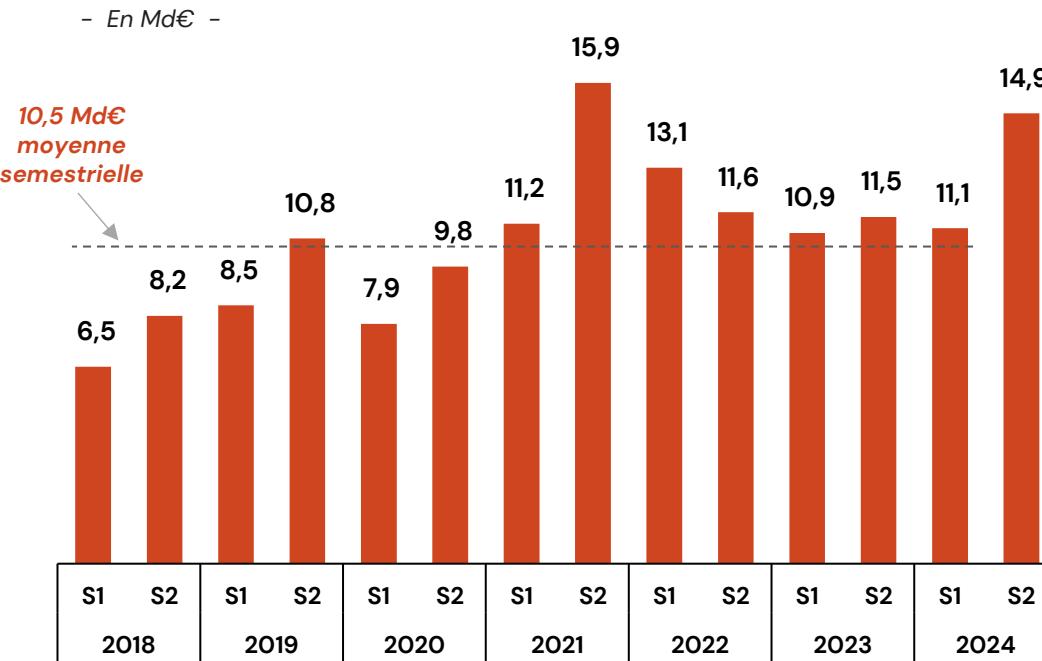
\* Ne sont pas représentées les levées auprès de la catégorie « Autres » (267 M€).

Les levées correspondent aux montants levés par un véhicule pendant l'année ou le semestre.

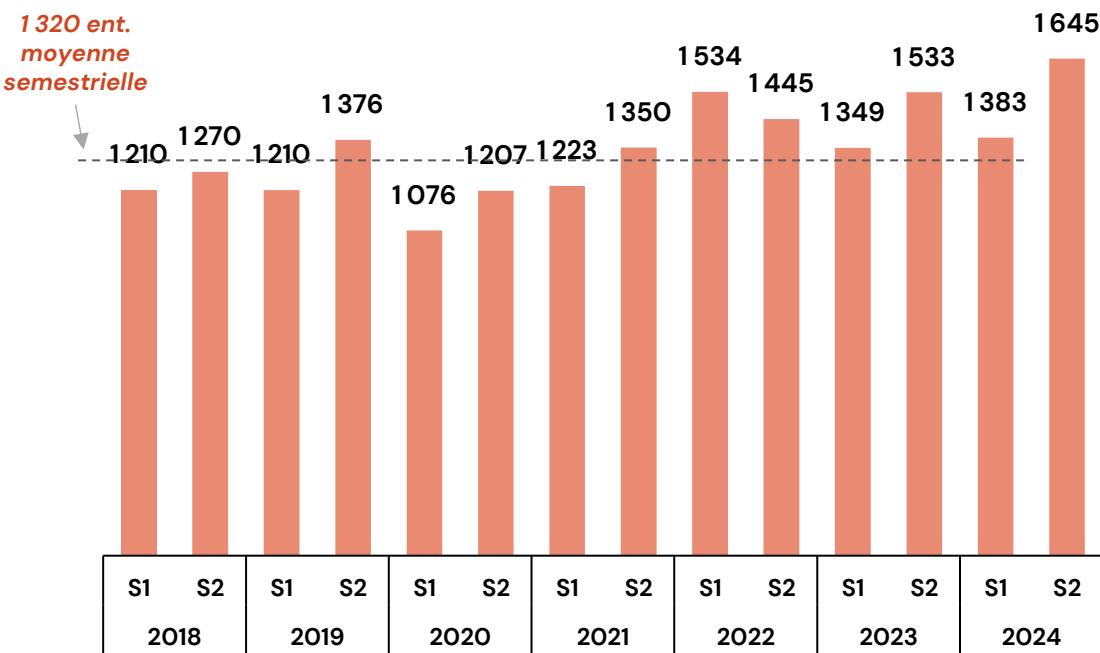
# Évolution des investissements par semestre

L'activité est en hausse par rapport au 2<sup>nd</sup> semestre 2023, à la fois en montants et en nombre (respectivement + 30 % et + 7 % vs S2 2023), et s'établit à un niveau supérieur à la moyenne historique : 14,9 Md€ investis dans 1 645 entreprises vs. 10,5 Md€ investis dans 1 320 entreprises en moyenne semestrielle sur la période S1 2018-S1 2024.

## En montants investis (Md€)



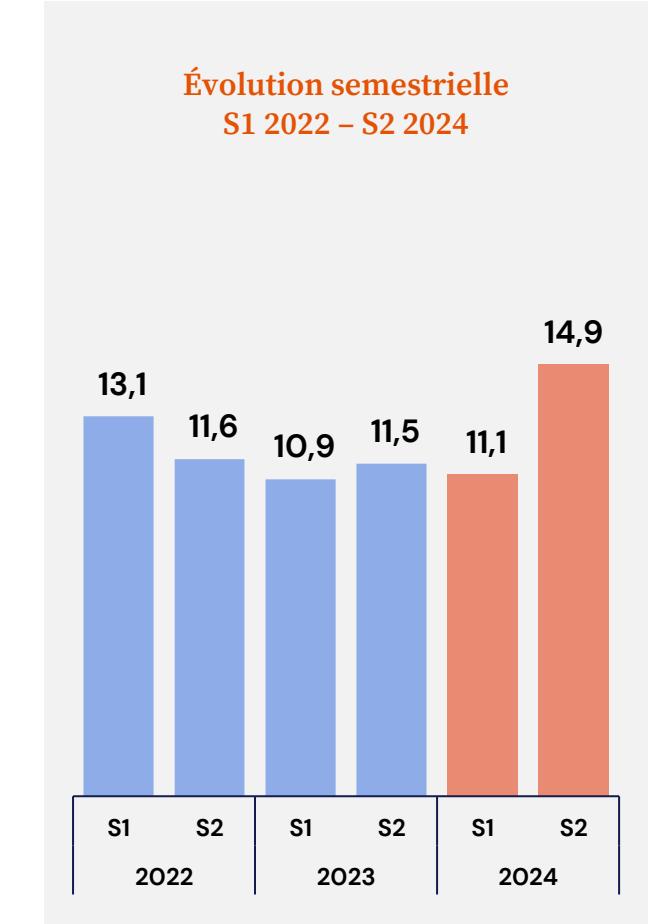
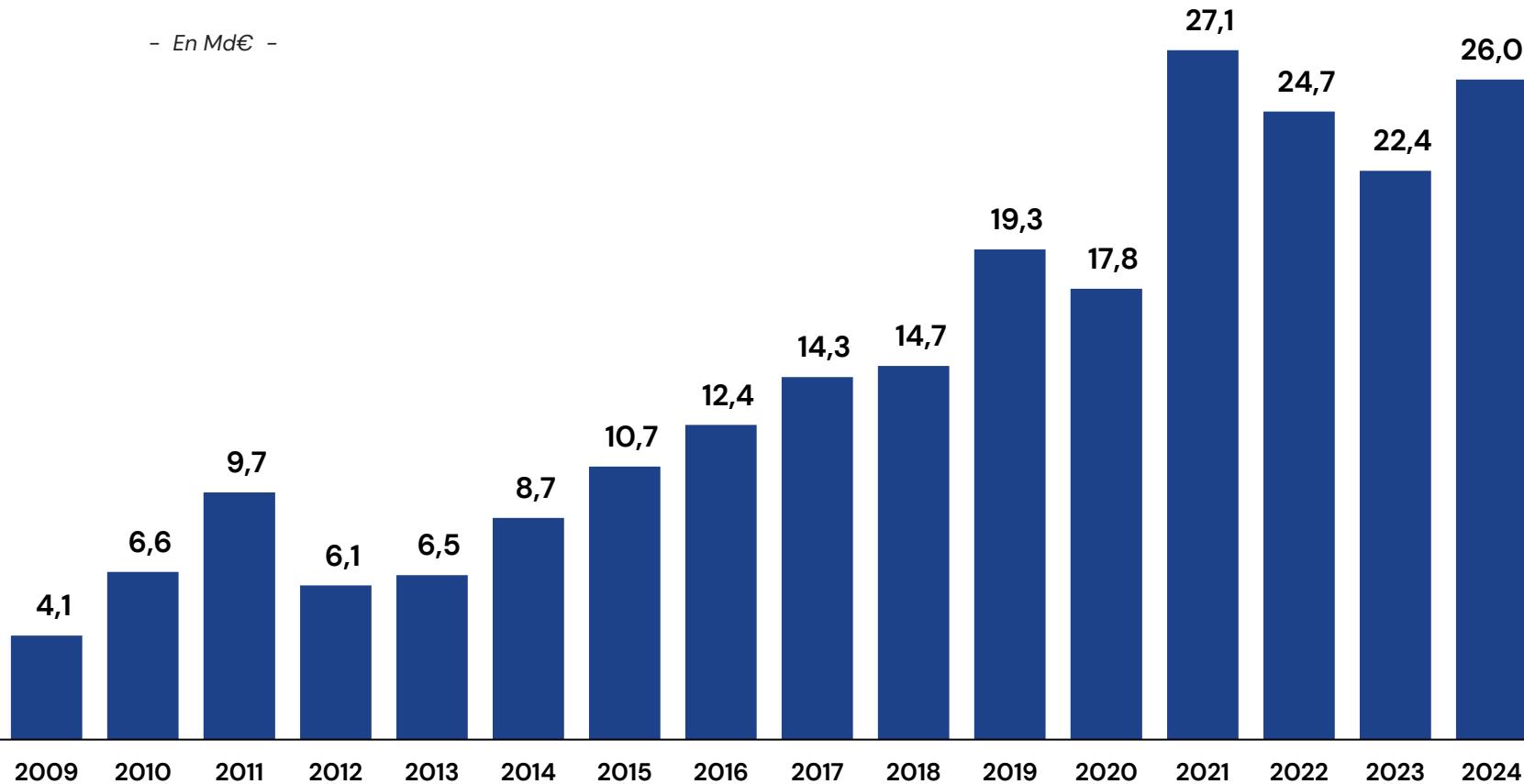
## En nombre d'entreprises





# Évolution des investissements en montants par année

En lien avec la reprise des tickets d'investissements supérieurs à 100 M€, les montants investis progressent en 2024.

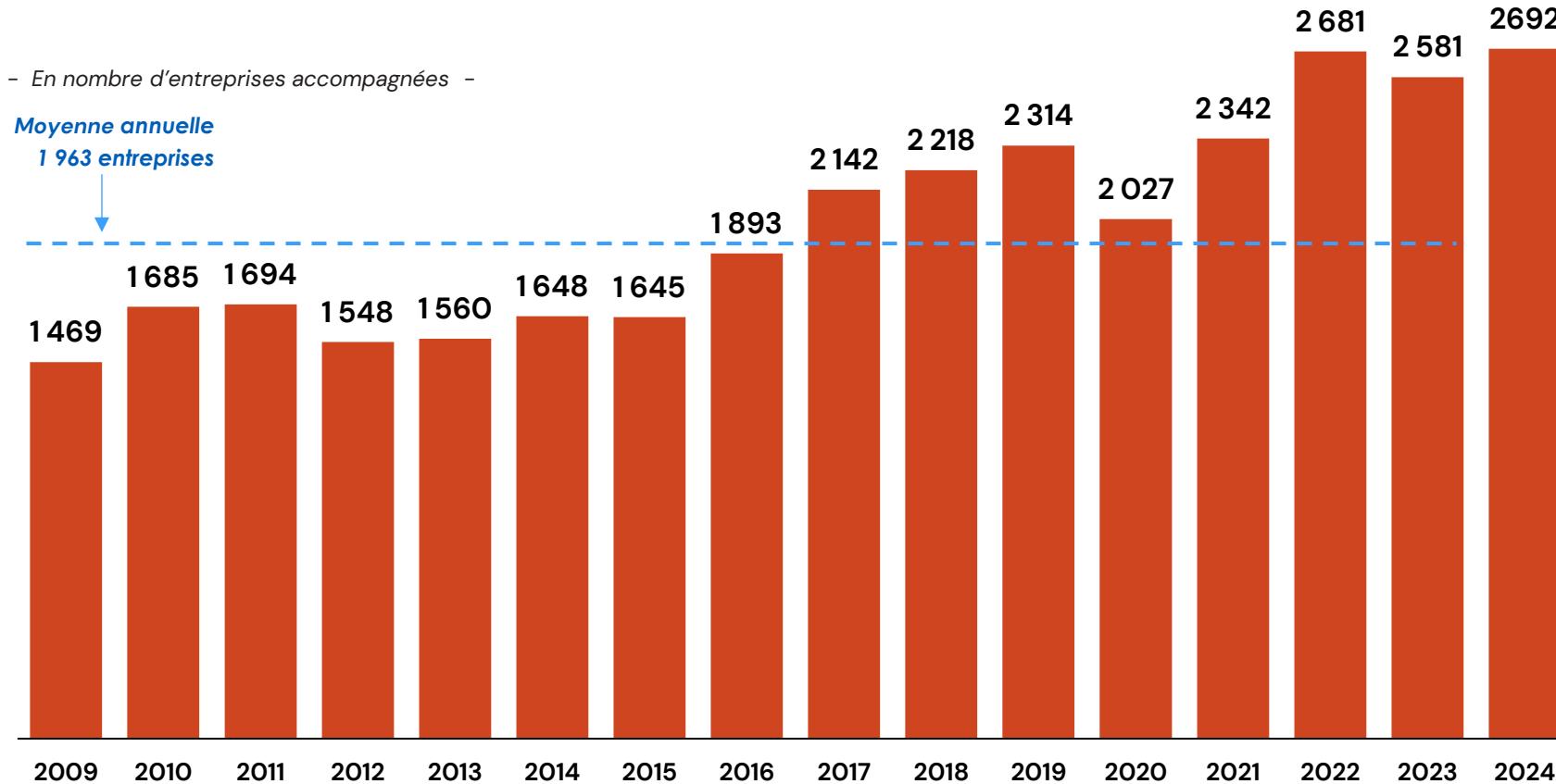


# Évolution des investissements en nombre par année

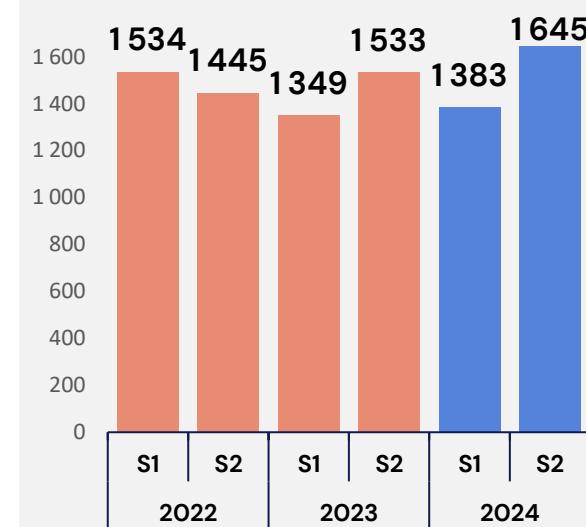
Le nombre d'entreprises accompagnées est en hausse.

- En nombre d'entreprises accompagnées -

Moyenne annuelle  
1 963 entreprises



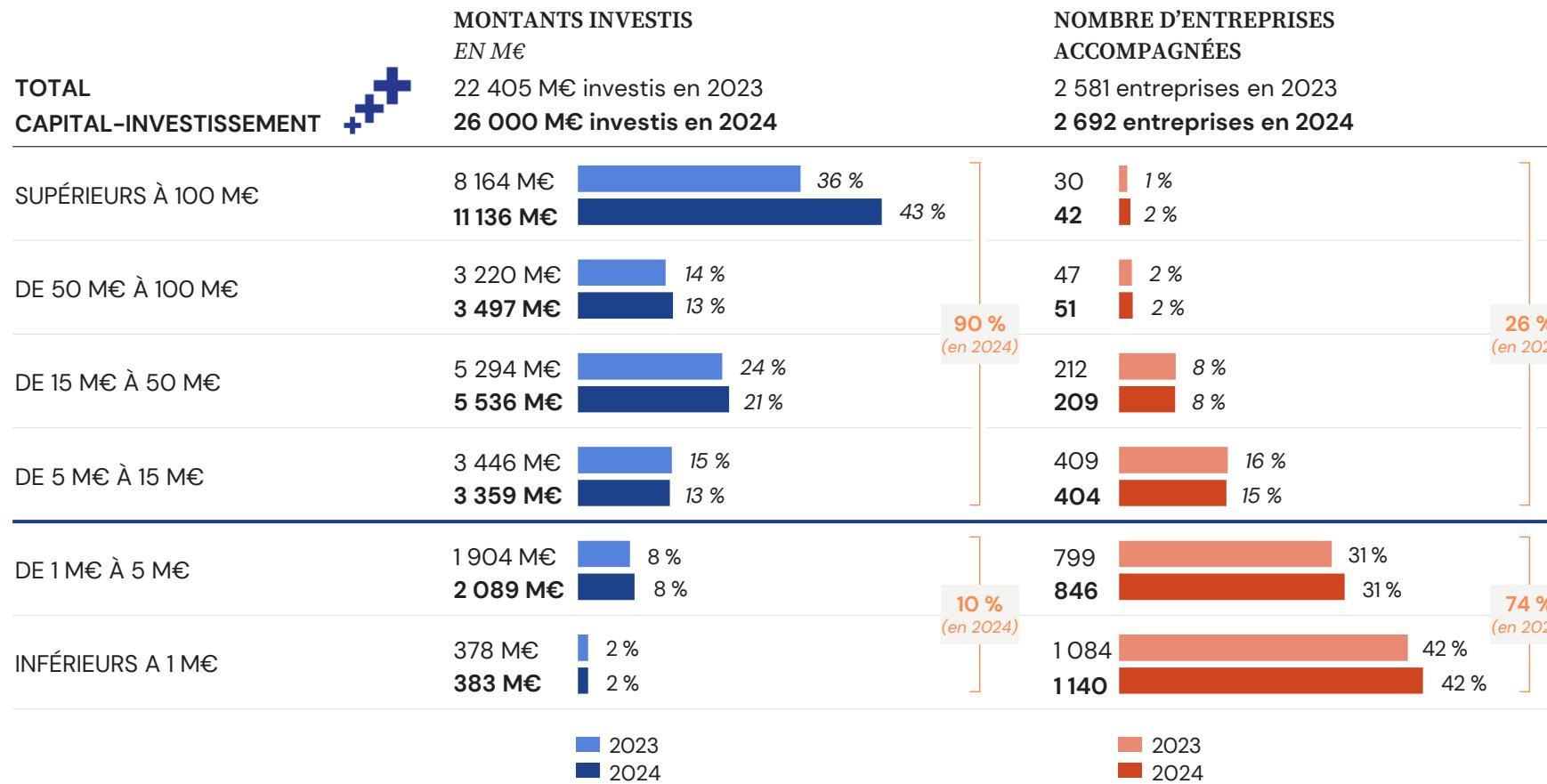
Évolution semestrielle  
S1 2022 – S2 2024



# Répartition par taille de tickets

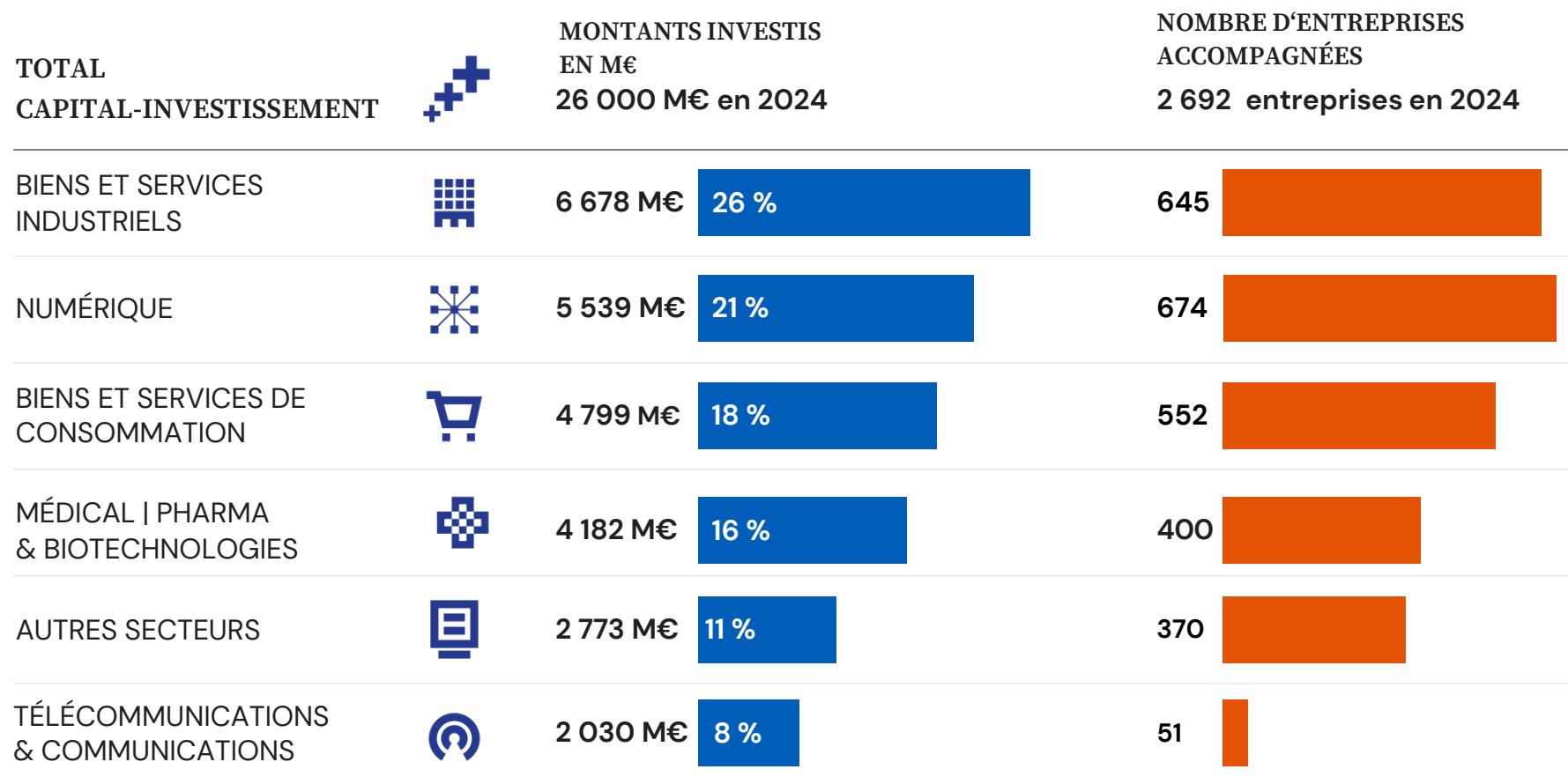
Les opérations de taille importante (supérieures à 100 M€) reprennent et enregistrent une progression significative (+ 36 % en montants et + 40 % en nombre vs. 2023).

Les investissements se stabilisent sur la quasi-totalité des autres tranches de taille de tickets, après le ralentissement observé en 2023.



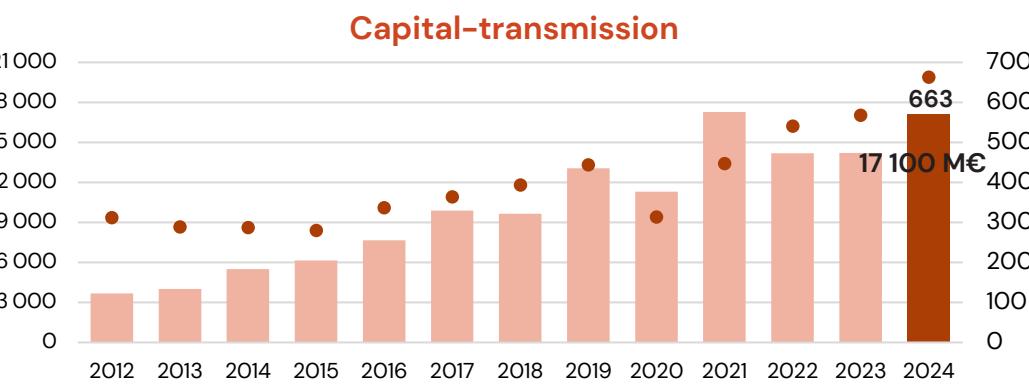
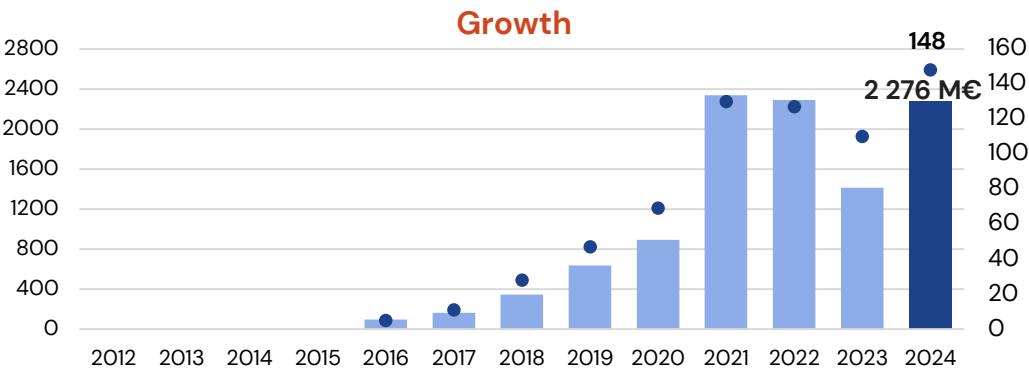
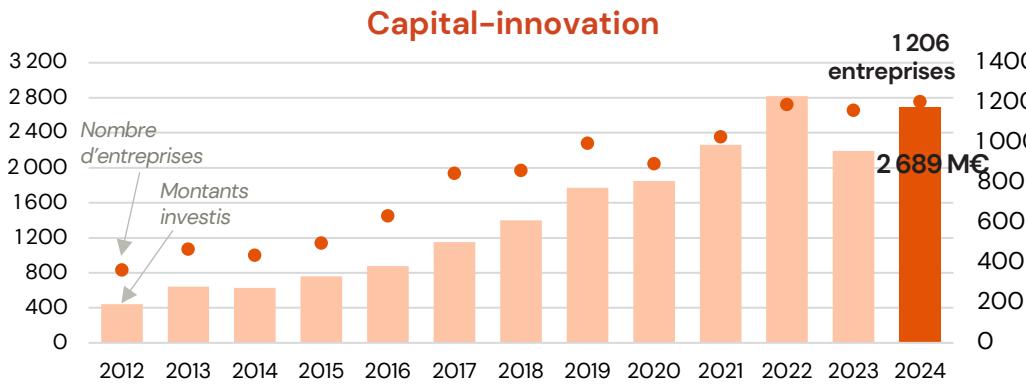
# Répartition sectorielle des investissements

L'industrie reste le premier secteur d'investissements avec 26 % des montants investis et 24 % du nombre d'entreprises accompagnées.



# Historique des investissements par segment

Les segments du capital innovation et du *growth* affichent des résultats positifs malgré un marché contrasté. Le capital-transmission progresse (+ 20 % en montants et + 17 % en nombre) alors que l'activité du capital-développement ralentit en lien avec la baisse du nombre de transactions primaires.



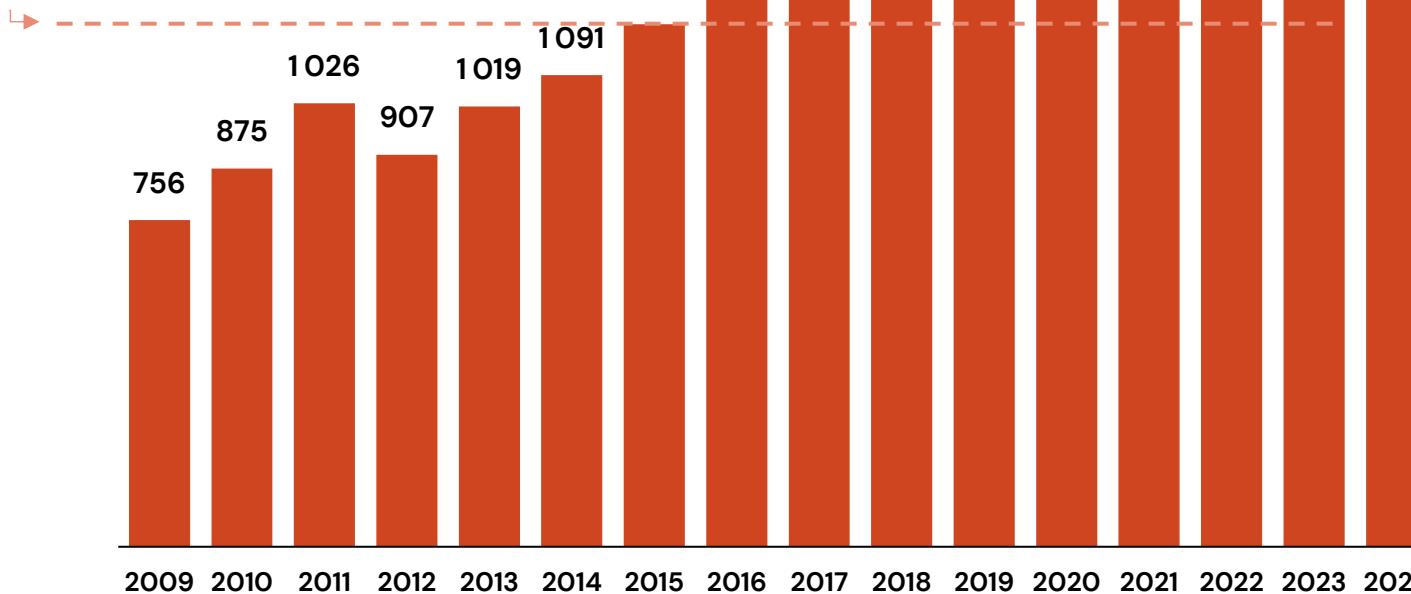
Source : France Invest / Grant Thornton

# Répartition des cessions en nombre depuis 2009

Le nombre de cessions est stable par rapport à l'année 2023, mais en retrait des niveaux observés en 2021 et 2022. Le marché reste en deçà de son potentiel.

- En nombre d'entreprises cédées -

**Moyenne annuelle  
1 210 entreprises**



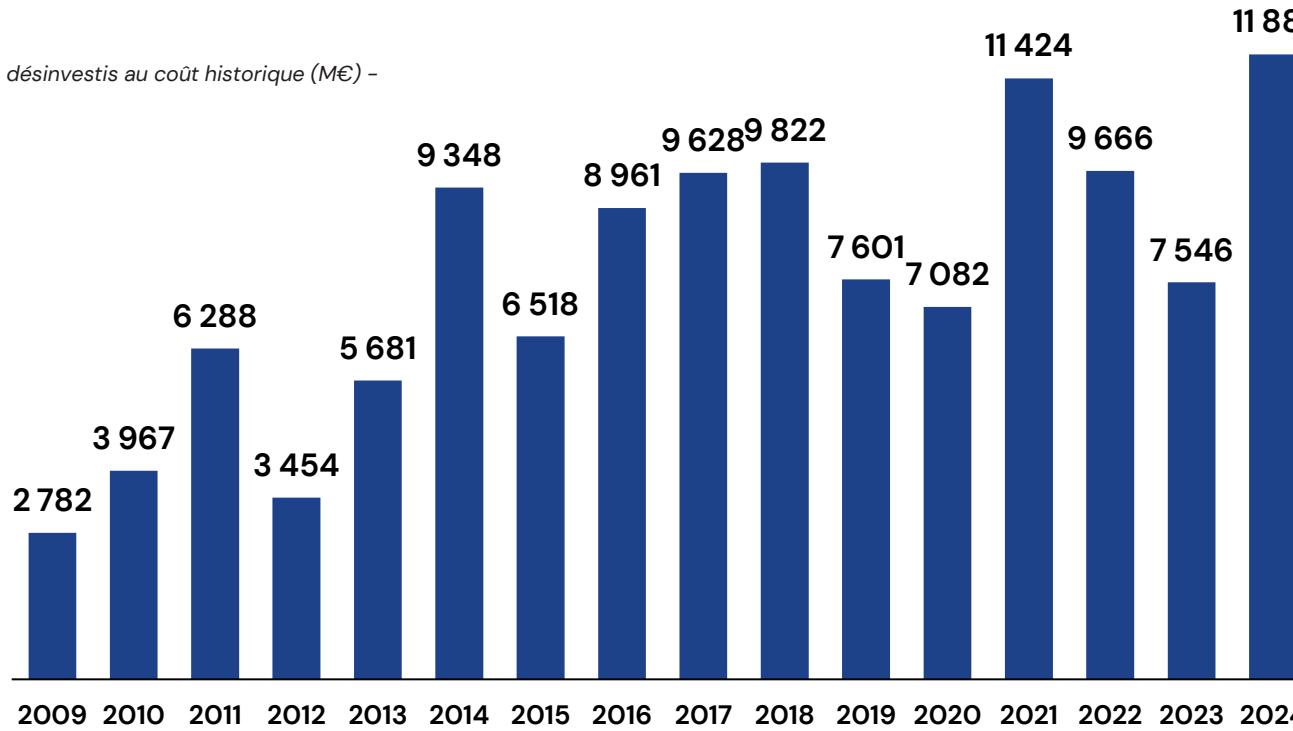
**Évolution semestrielle  
S1 2022 – S2 2024**



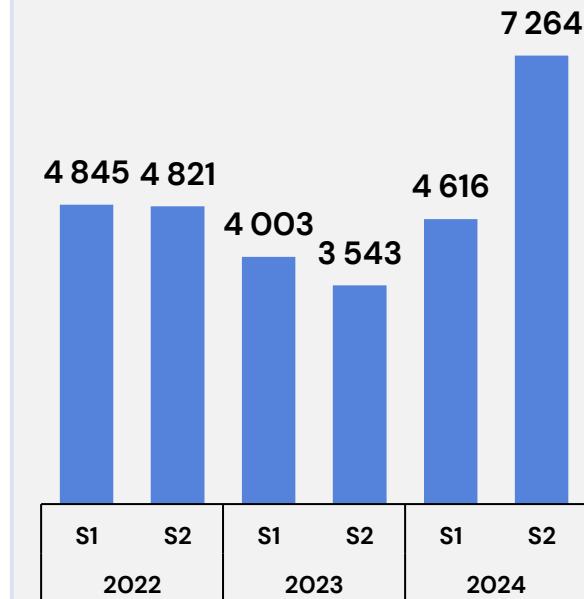
# Répartition des cessions en montants (au coût historique\*) depuis 2009

Les montants cédés au coût historique atteignent un niveau élevé, portés par une reprise des cessions de grande envergure.

- En montants désinvestis au coût historique (M€) -



## Évolution semestrielle S1 2022 – S2 2024



\* Le coût historique correspond à la valeur de l'investissement initial.



# L'investissement en capital

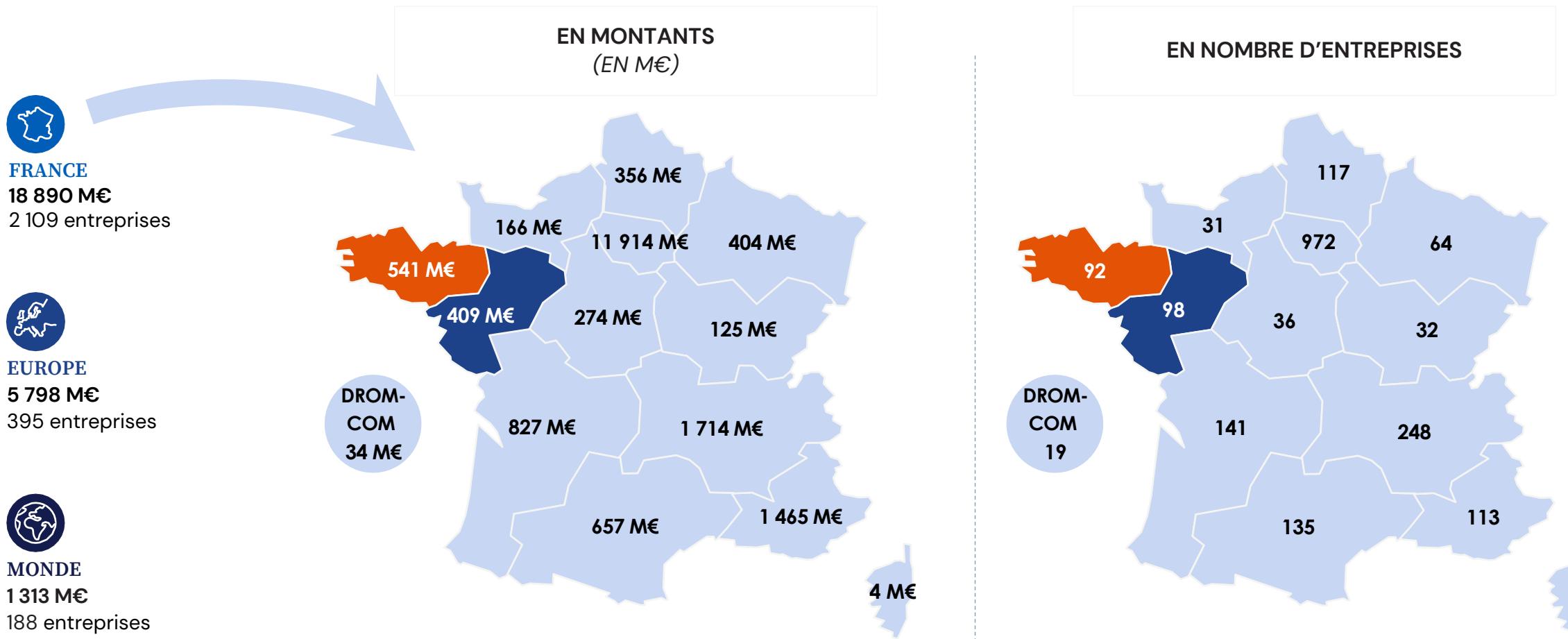
---

En Bretagne et dans les Pays-de-la-Loire en 2024



# Répartition régionale des investissements\*

950 M€ investis dans 190 entreprises des régions Bretagne et Pays-de-la-Loire en 2024.

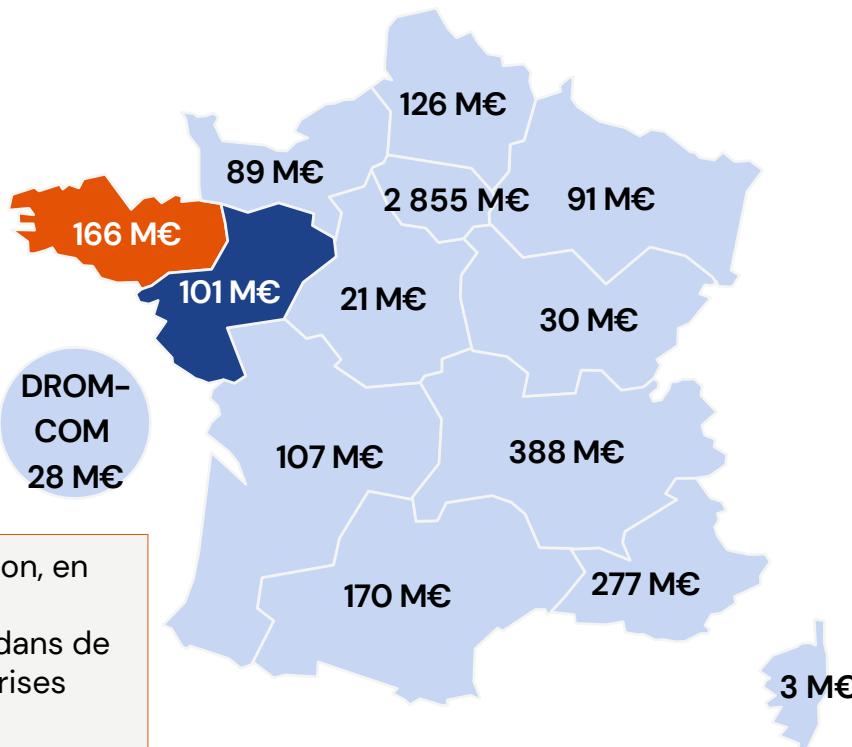


\* Chaque investissement est affecté à la région du siège social de l'entreprise

# Répartition régionale des transactions primaires en 2024\*

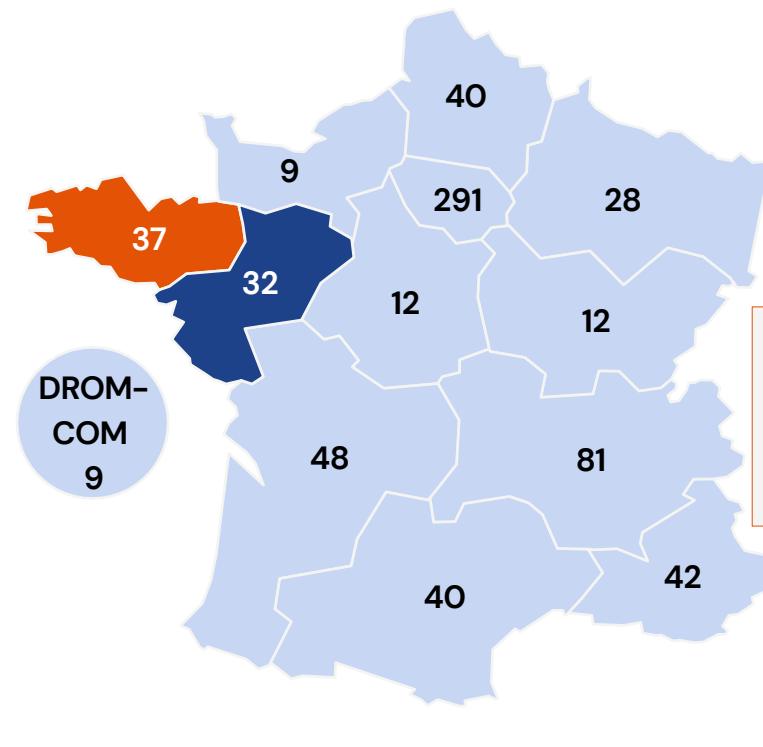
4 454 M€ investis dans de nouvelles entreprises en France en 2024 par le capital-investissement\*

MONTANTS INVESTIS  
(EN M€)



689 nouvelles entreprises accompagnées en France en 2024 par le capital-investissement\*

NOMBRE D'ENTREPRISES ACCOMPAGNÉES

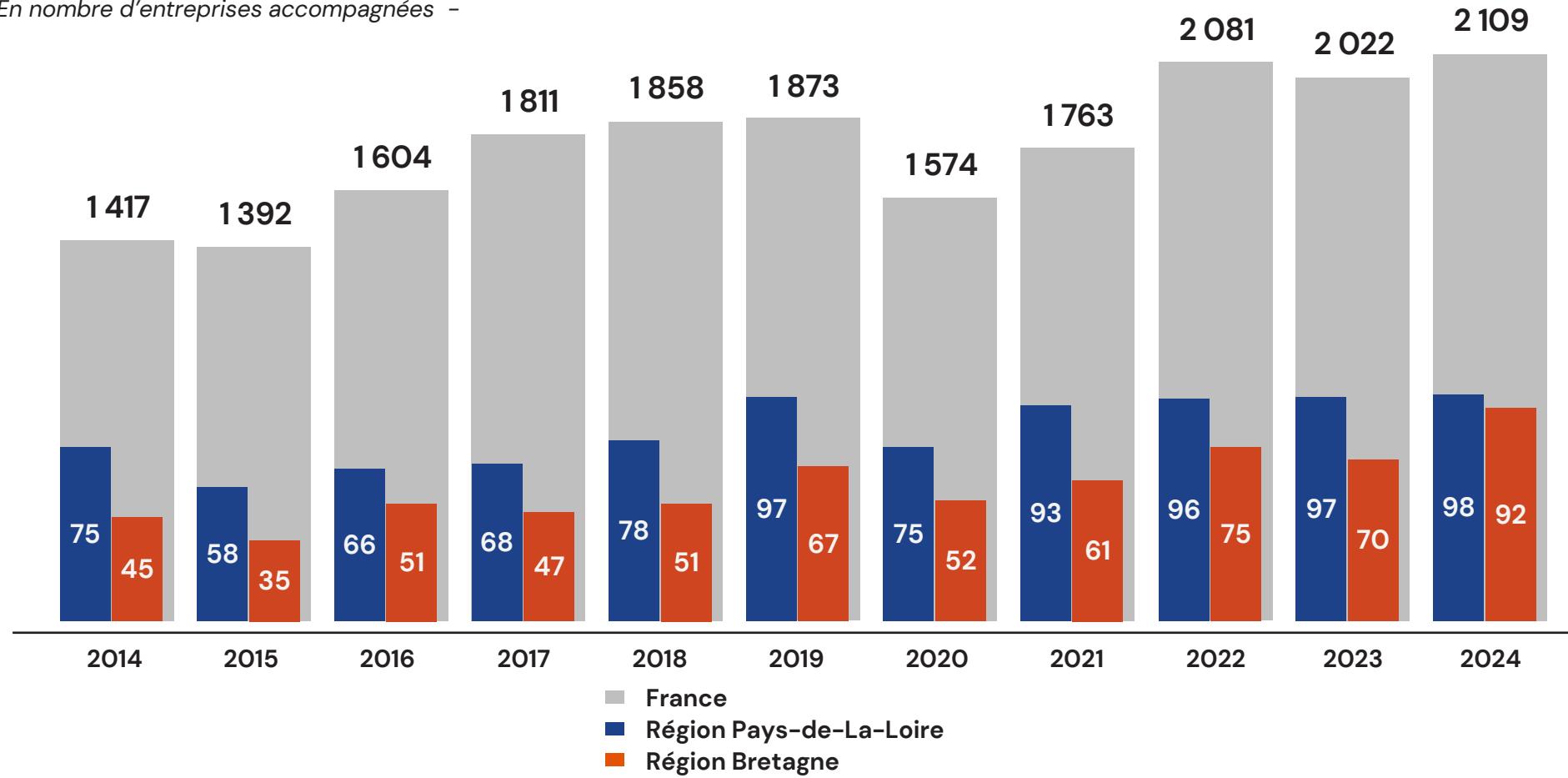


\* Chaque investissement est affecté à la région du siège social de l'entreprise

# Évolution des investissements en nombre d'entreprises

En 2024, les investissements, en nombre d'entreprises, ont été très nombreux en Bretagne et dans les Pays-de-la-Loire et s'établissent à un niveau historiquement élevé.

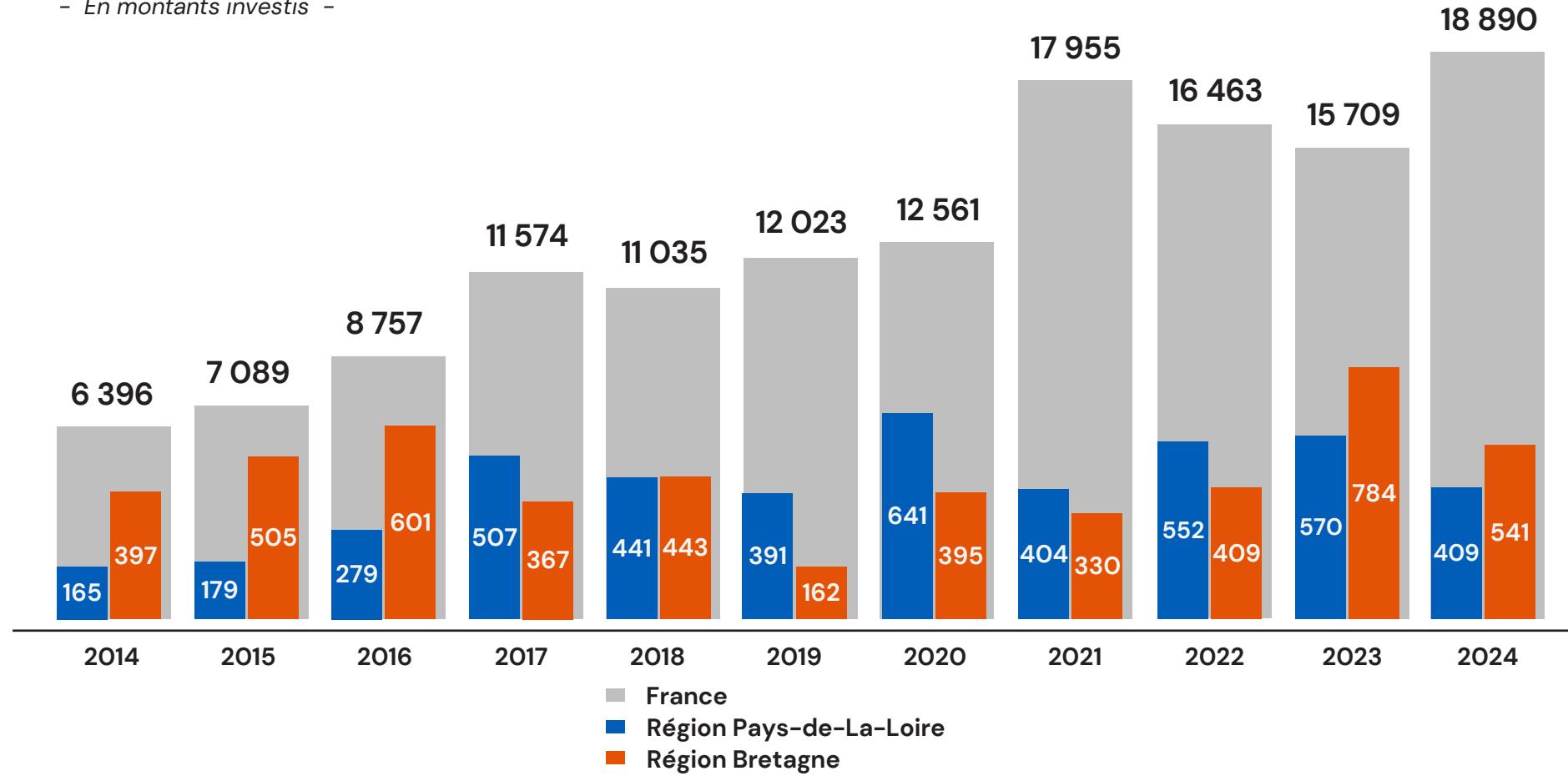
- En nombre d'entreprises accompagnées -



# Évolution des montants investis

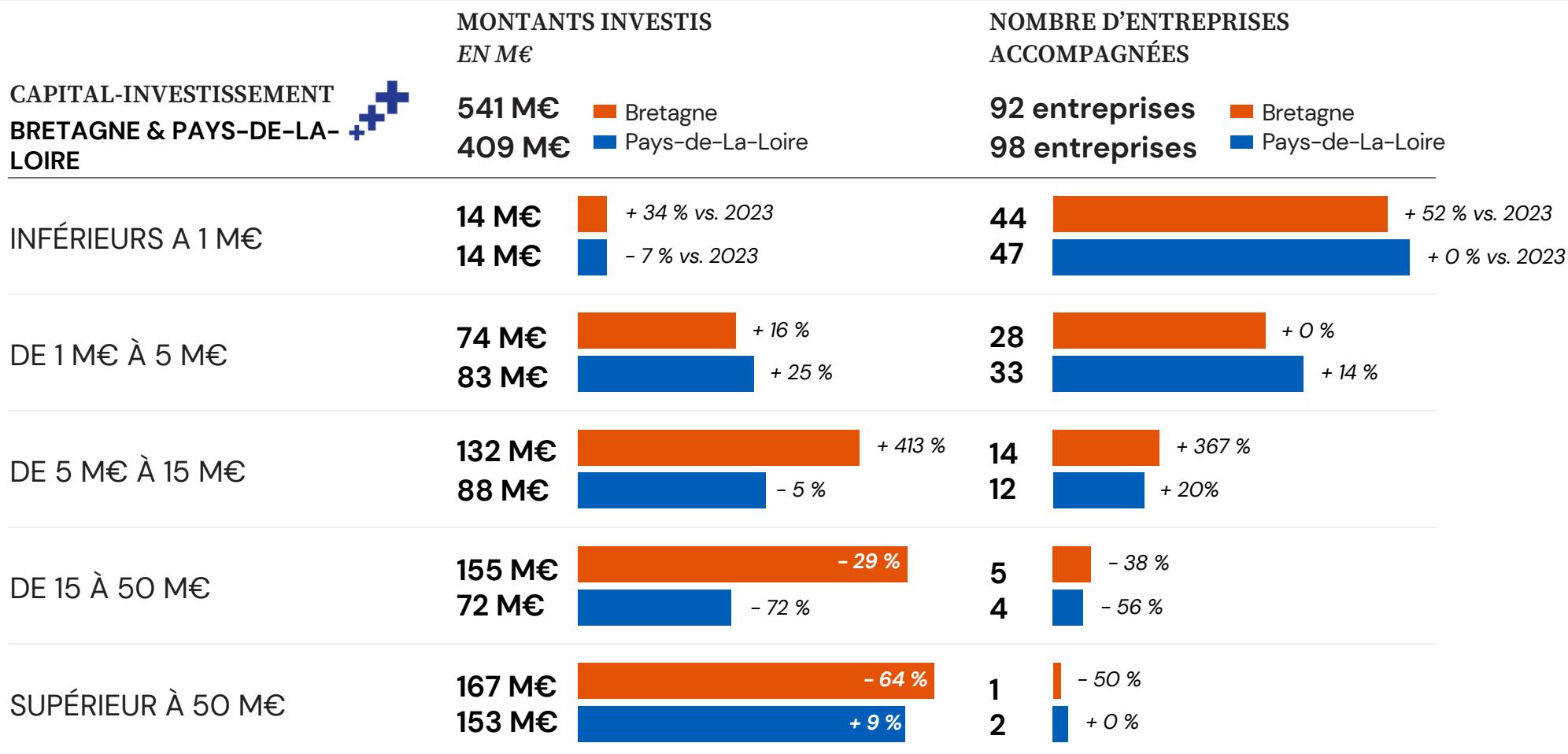
Après une année 2023 marquée par quelques opérations d'envergure, les montants investis sont en recul dans le Grand-Ouest mais restent élevés.

- En montants investis -



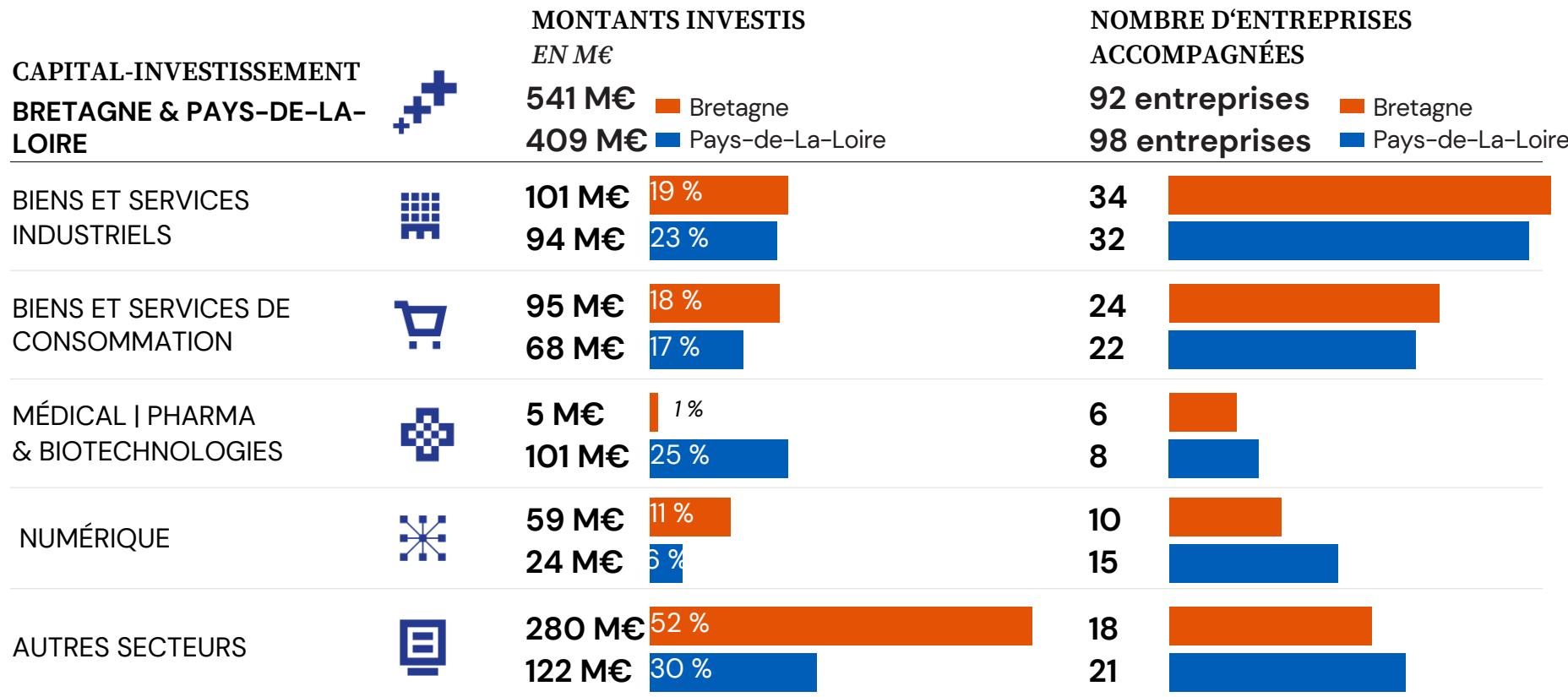
# Évolution des investissements taille de ticket

- En Bretagne, progression des investissements sur les tickets inférieurs à 15 M€ en montants (+ 120 % vs. 2023) comme en nombre (+ 43 %).
- En région Pays-de-la-Loire, les opérations de plus de 15 M€ progressent en nombre.



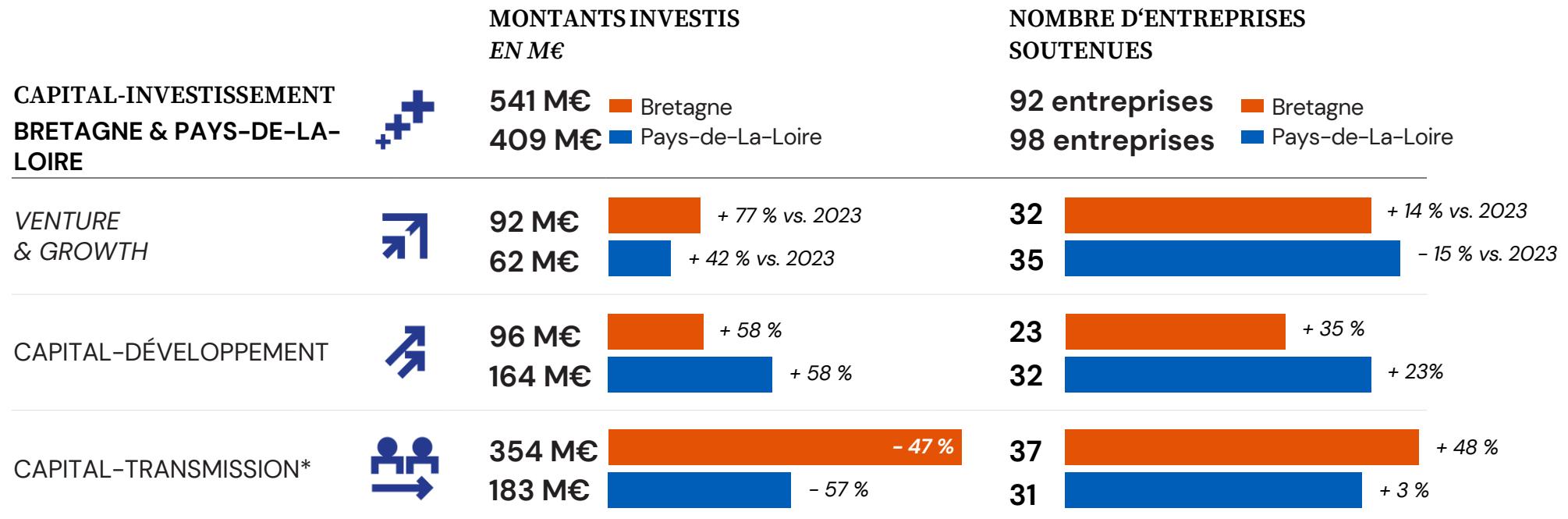
# Évolution des investissements par secteurs

En Bretagne et dans les Pays-de-la-Loire, le nombre d'opérations réalisées dans le secteur de l'industrie est en progression sur un an (respectivement + 89 % et + 28 % vs. 2023).



# Évolution des investissements par segments

Les montants investis sur les segments du *venture & growth* et du capital-développement sont en progression dans les deux régions. A l'inverse, le capital-transmission diminue, en lien avec le recul des opérations de taille significative.



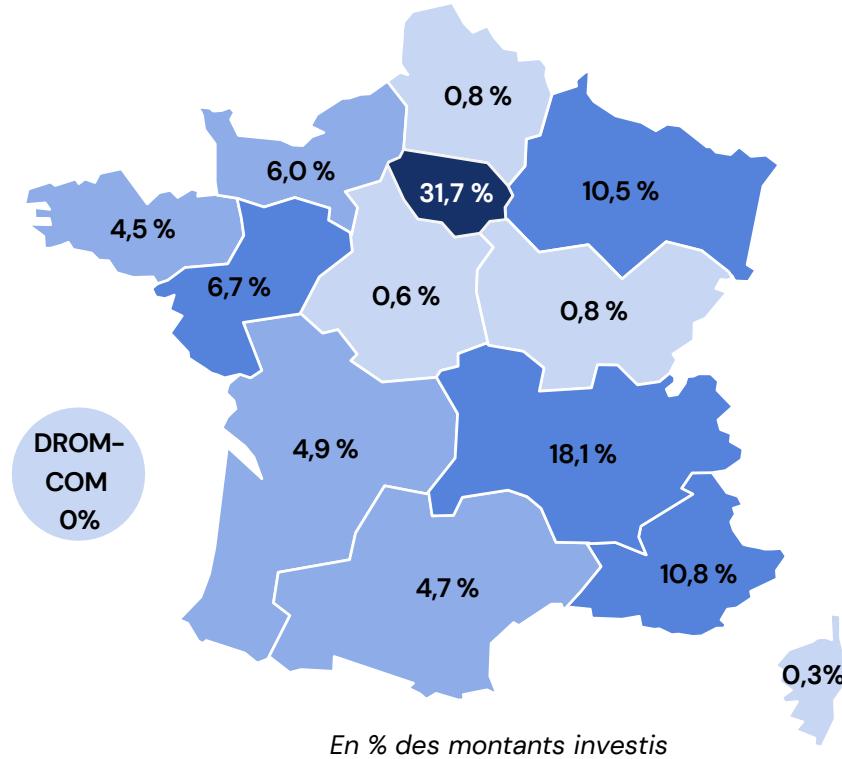
\* Le capital-retournement est compris dans le capital-transmission.

# Répartition régionale

Présence des Business Angels sur tout le territoire\*.

**1,9 M€ investis en Bretagne et 2,9 M€ investis dans les Pays-de-la-Loire directement par les Business Angels en 2024**

**14 entreprises accompagnées en Bretagne et 18 dans les Pays-de-la-Loire**



\* Chaque investissement est affecté à la région du siège social de l'entreprise



Étude

IN France x France Invest

---

Impact territorial du capital-investissement français

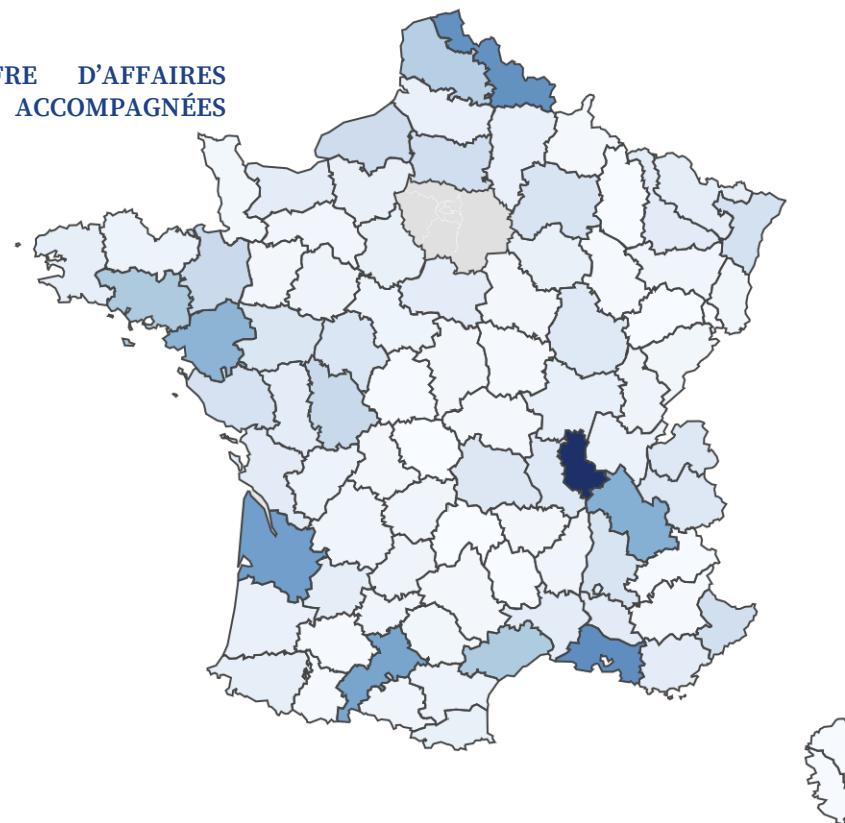


# Impact territorial : vision nationale

La carte ci-dessous montre la ventilation du chiffre d'affaires des établissements de chaque entreprise sur le territoire français.

L'activité des entreprises accompagnées par des fonds de capital-investissement se répartit sur l'ensemble du territoire avec une concentration plus importante près des grandes métropoles. Le chiffre d'affaires total de l'échantillon analysé est de 131 Mds € dont 88 Mds€ hors Île-de-France.

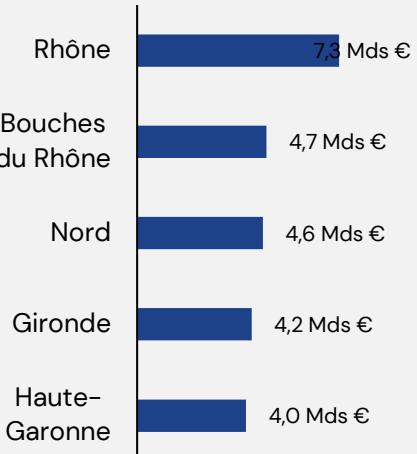
RÉPARTITION DU CHIFFRE D'AFFAIRES  
CUMULÉ DES ENTREPRISES ACCOMPAGNÉES  
PAR DÉPARTEMENT\*  
- HORS ÎLE-DE-FRANCE -



ÎLE-DE-FRANCE



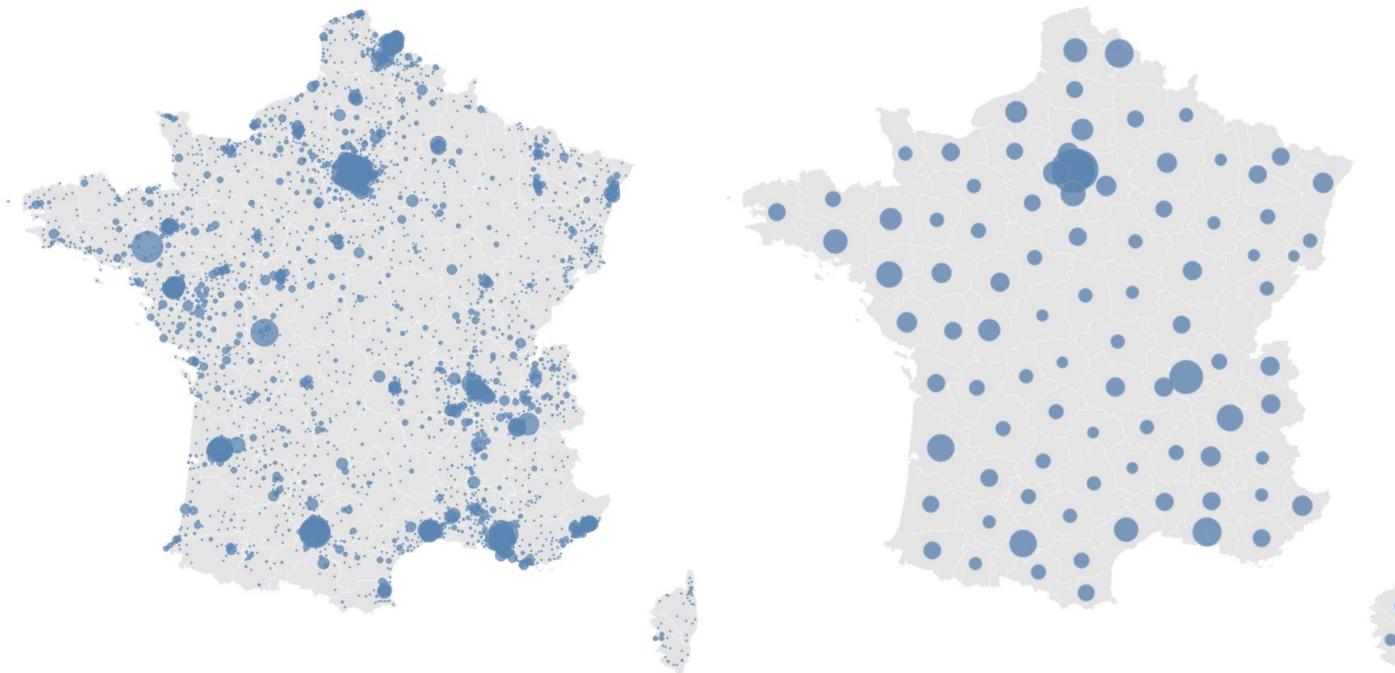
TOP 5 DES DÉPARTEMENTS  
PAR CHIFFRES D'AFFAIRES  
(HORS DÉPARTEMENTS DE L'ÎLE-DE-FRANCE) :



\* L'étude porte sur les entreprises en portefeuille des adhérents de France Invest à fin 2023. Cette analyse porte sur une unité légale par entreprise et non sur l'ensemble des unités légales qui peuvent composer un groupe.

# Impact territorial : répartition des chiffres d'affaires par département et par commune

En plus des volumes d'activité importants dans les grandes agglomérations, la carte ci-dessous montre le dynamisme de l'activité près des agglomérations de taille moyenne.



RÉPARTITION DU CHIFFRE D'AFFAIRES  
CUMULÉ DES ENTREPRISES ACCOMPAGNÉES  
PAR COMMUNE\*

RÉPARTITION DU CHIFFRE D'AFFAIRES  
CUMULÉ DES ENTREPRISES ACCOMPAGNÉES  
PAR DÉPARTEMENT

## TOP 10 DES CHIFFRES D'AFFAIRES PAR INTERCOMMUNALITÉS :

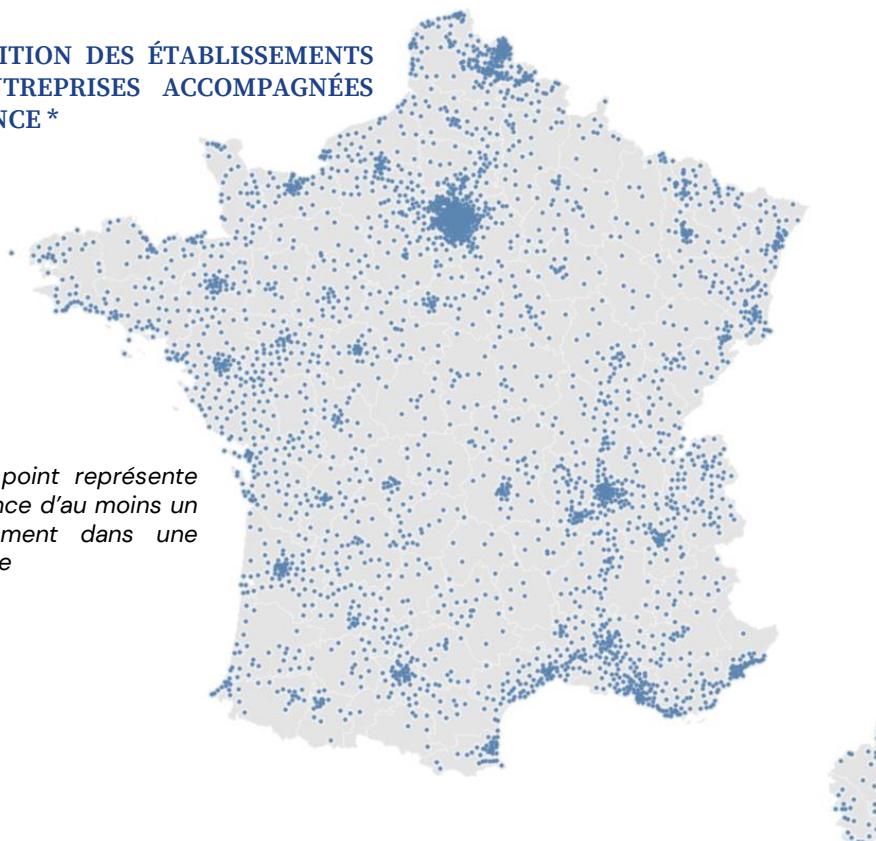


L'étude porte sur les entreprises en portefeuille des adhérents de France Invest à fin 2023. Cette analyse n'est pas exhaustive puisqu'elle porte sur une unité légale par entreprises et non sur l'ensemble des unités légales qui peuvent composer un groupe.

\*Une commune correspond à un code commune de l'INSEE et donc pas à une ville (particulièrement pour Paris, Lyon et Marseille pour lesquels il s'agit du chiffre d'affaires par arrondissement).

Bien que les sièges sociaux des entreprises accompagnées par le capital-investissement français soient principalement présents dans les grandes agglomérations, ces entreprises disposent d'établissements répartis sur l'ensemble du territoire.

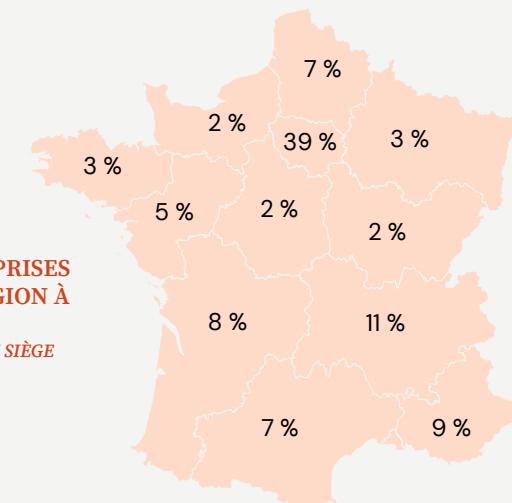
## RÉPARTITION DES ÉTABLISSEMENTS DES ENTREPRISES ACCOMPAGNÉES EN FRANCE \*



Chaque point représente la présence d'au moins un établissement dans une commune

Les données issues de l'étude sur la croissance et la création d'emplois réalisées par France Invest et EY montrent la forte concentration des sièges sociaux près des grandes agglomérations

## NOMBRE D'ENTREPRISES DANS CHAQUE RÉGION À FIN 2023 (SELON LOCALISATION SIÈGE SOCIAL)



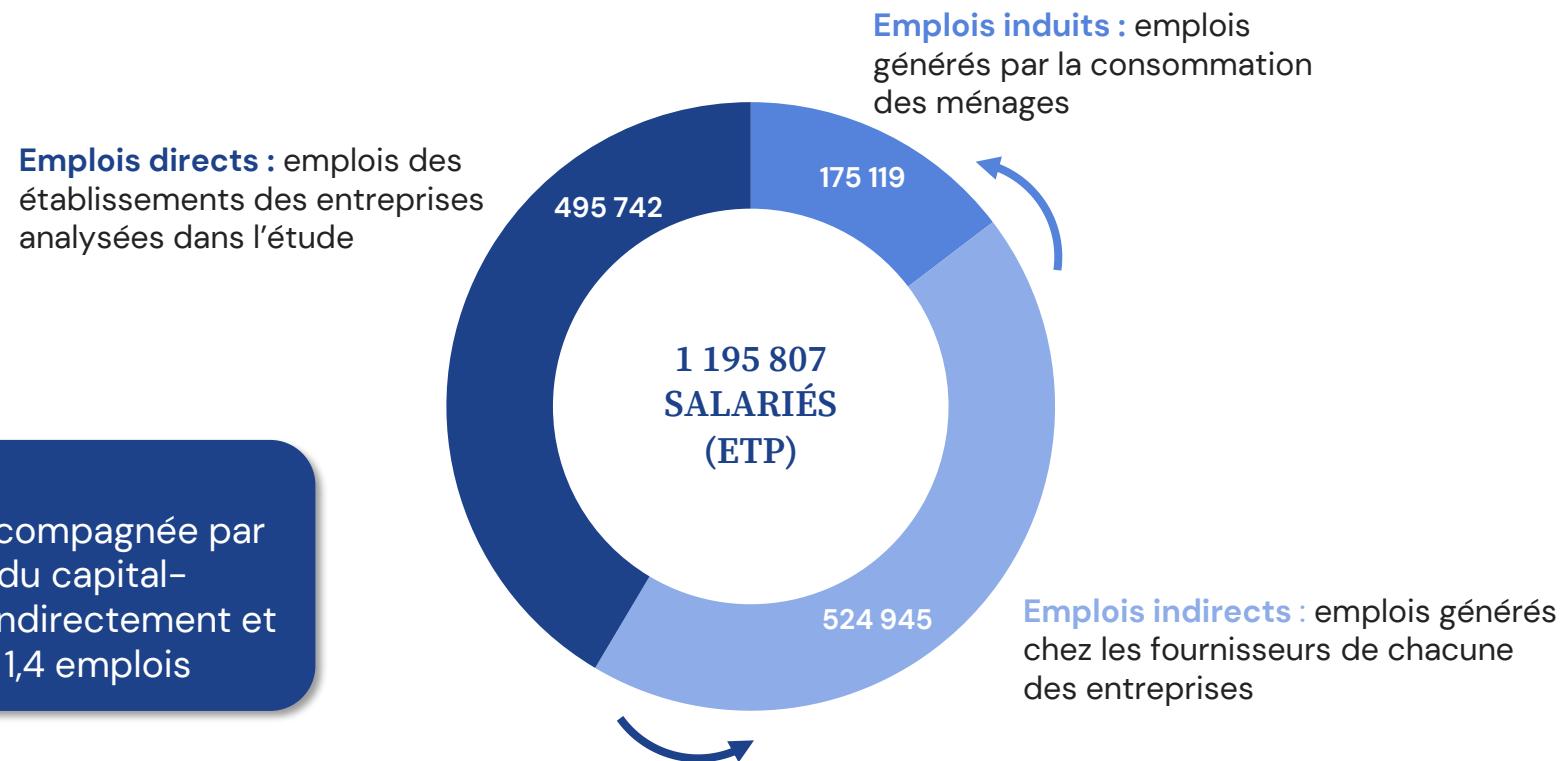
France Invest x EY

\* L'étude porte sur les entreprises en portefeuille des adhérents de France Invest à fin 2023. Cette analyse n'est pas exhaustive puisqu'elle porte sur une unité légale par entreprises et non sur l'ensemble des unités légales qui peuvent composer un groupe.

# Impact territorial : emplois

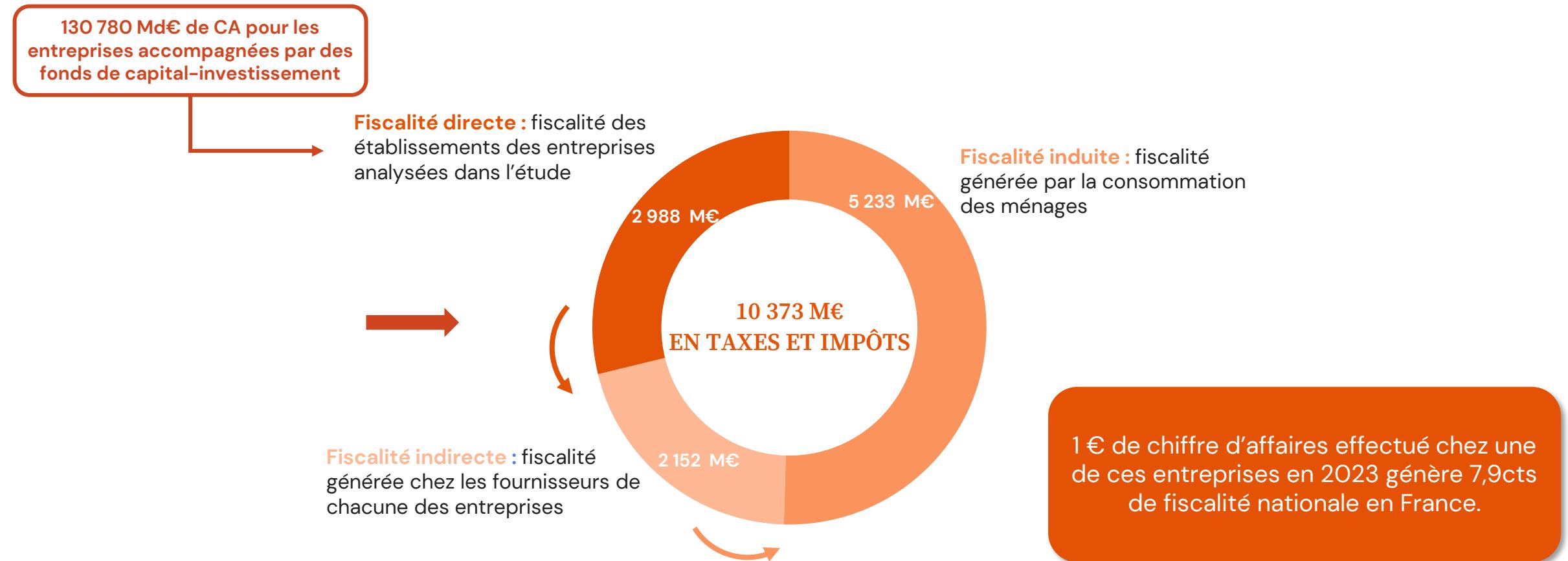
Les entités analysées dans l'étude comptaient 495 742 salariés à fin 2023 (pour 130 780 M€ de CA).

Les effets indirects et induits de ces entreprises, c'est-à-dire les emplois chez les fournisseurs ou générés par la consommation des ménages, portent l'emploi à 1 195 807 postes.



\* L'étude porte sur les entreprises en portefeuille des adhérents de France Invest à fin 2023. Cette analyse n'est pas exhaustive puisqu'elle porte sur une unité légale par entreprises et non sur l'ensemble des unités légales qui peuvent composer un groupe.

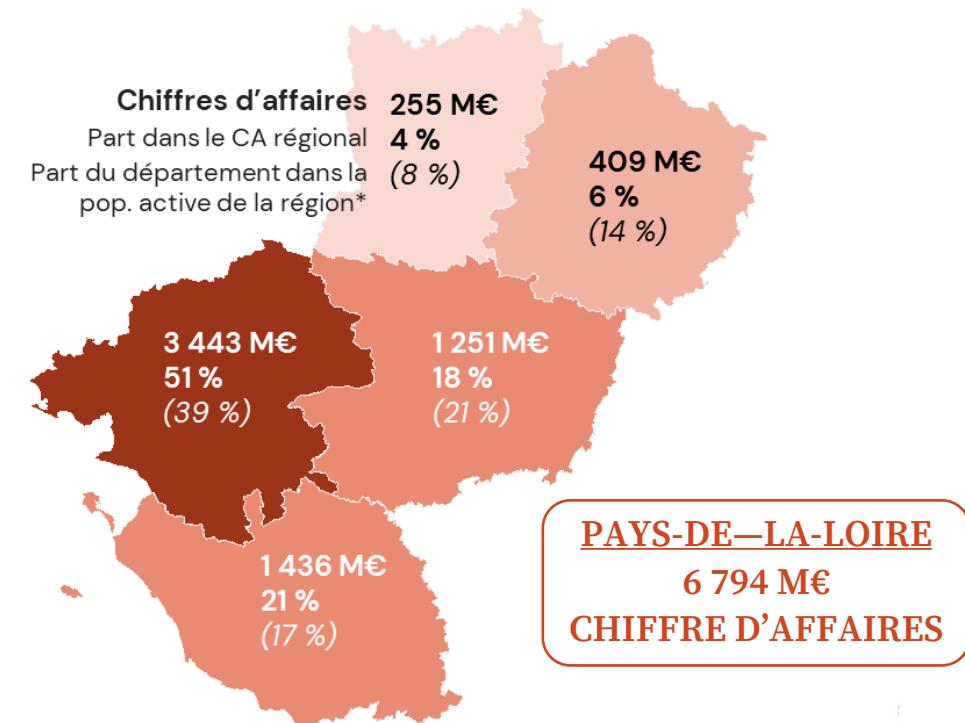
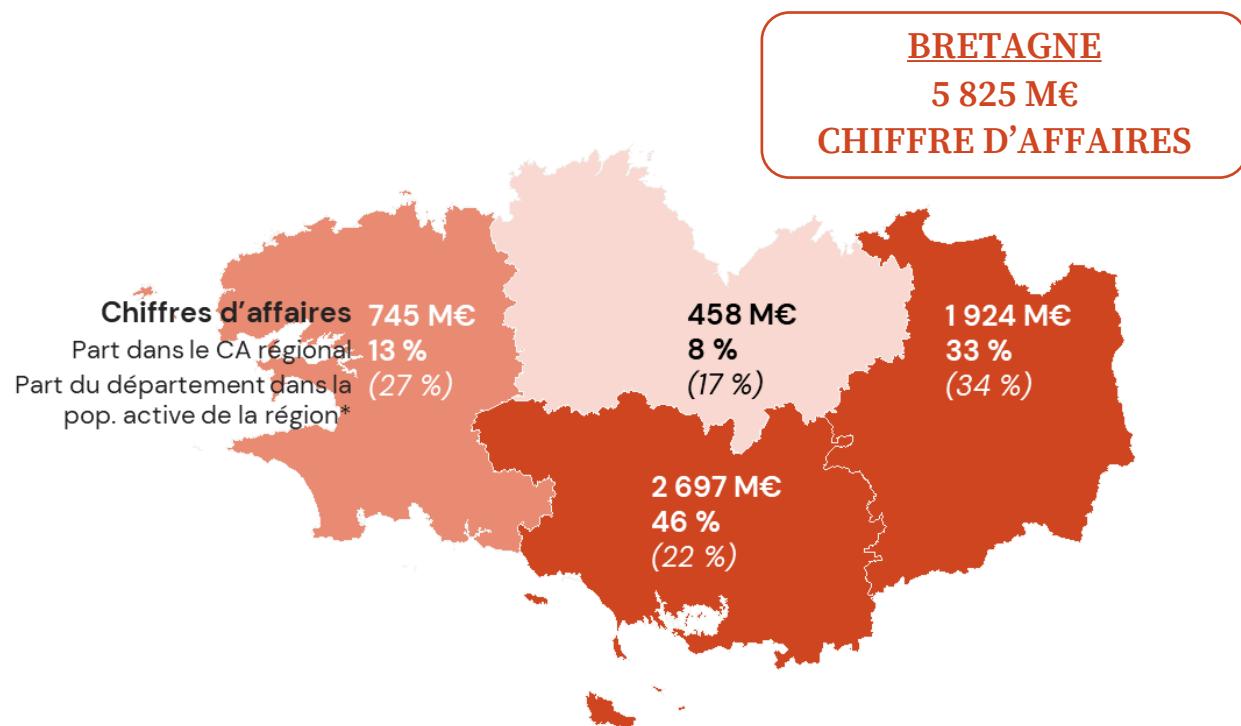
Les entités analysées dans l'étude contribuaient directement à hauteur de 2 988 M€ en taxes et impôts à fin 2023, pour 130 780 M€ de CA. Les effets indirects et induits portaient la fiscalité à 10 373 M€.



\* L'étude porte sur les entreprises en portefeuille des adhérents de France Invest à fin 2023. Cette analyse n'est pas exhaustive puisqu'elle porte sur une unité légale par entreprises et non sur l'ensemble des unités légales qui peuvent composer un groupe.

# Impact territorial en régions Bretagne et Pays-de-La-Loire : chiffres d'affaires

Les entreprises accompagnées dans les deux régions réalisent près de 13 Md€ de chiffre d'affaires à fin 2022. L'activité se répartit de manière assez homogène entre départements.

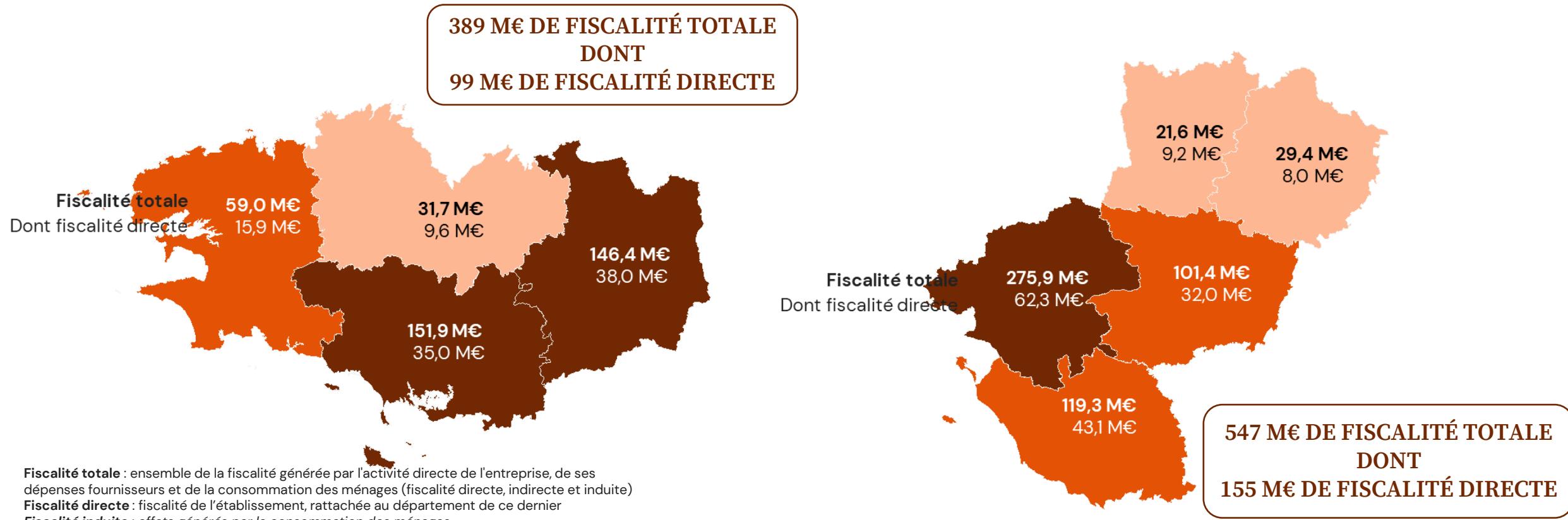


Le chiffre d'affaires est ventilé selon les effectifs de chaque établissement à partir de la méthode IPV (Identifier, Pondérer, Ventiler) développée par IN France.

\*La part du département dans la population active de la région vise à quantifier le poids économique du département.

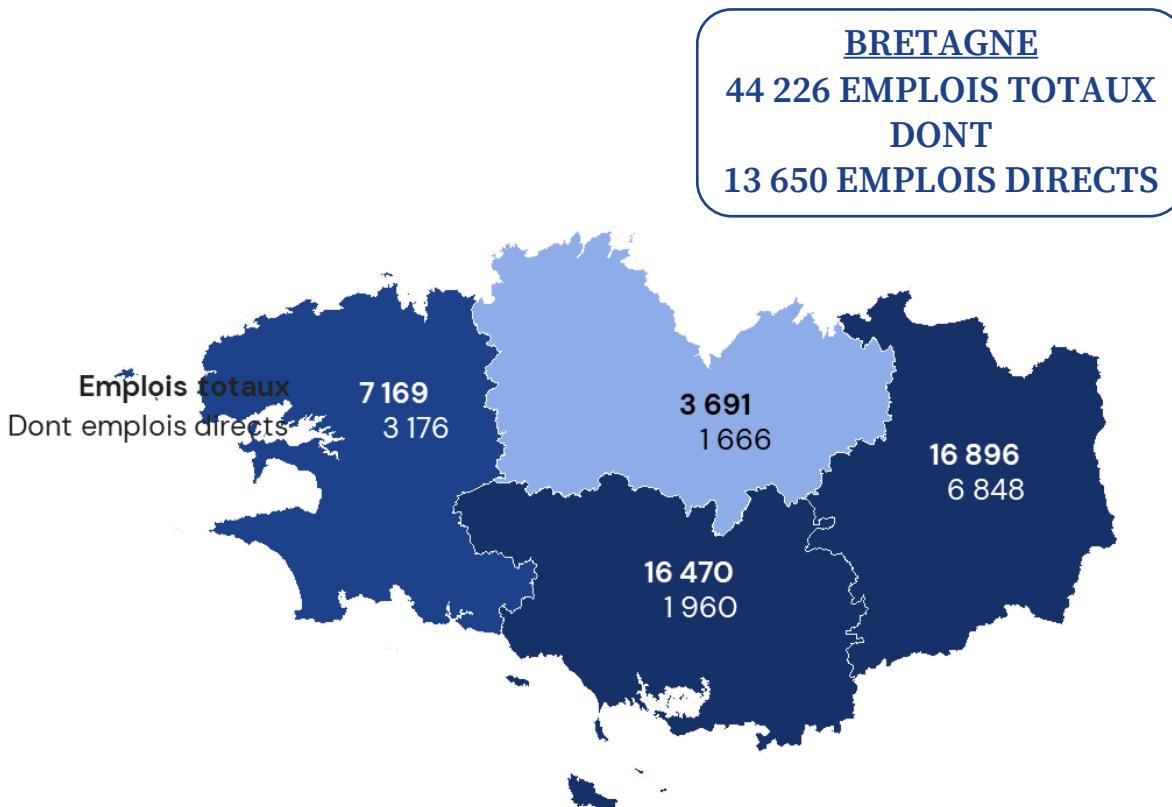
# Impact territorial en régions Bretagne et Pays-de-La-Loire : fiscalité

- 1€ de chiffre d'affaires effectué dans une entreprise en région Bretagne en 2023 génère 6,7 cts de fiscalité en France.
- 1€ de chiffre d'affaires effectué dans une entreprise en région Pays-de-La-Loire en 2023 génère 8,1 cts de fiscalité en France.



# Impact territorial en régions Bretagne et Pays-de-La-Loire : emplois

Un impact social concret et important dans les 2 régions, en direct et en indirect.



**Emplois totaux** : ensemble des emplois générés par l'activité directe de l'entreprise, de ses dépenses fournisseurs et de la consommation des ménages (fiscalité directe, indirecte et induite)

**Emplois directs** : emplois de l'établissement, rattachés au département de ce dernier

**Emplois induits** : effets générés par la consommation des ménages

**Emplois indirects** : effets générés chez les fournisseurs de chacune des entreprises

